

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

## **BNP Paribas**

Exercice clos le 31 décembre 2025

### **Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

**DELOITTE & ASSOCIES**

6, place de la Pyramide  
92908 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. au capital de € 2 201 424  
572 028 041 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

**ERNST & YOUNG et Autres**

Tour First  
TSA 14444  
92037 Paris-La Défense cedex  
S.A.S. à capital variable  
438 476 913 R.C.S. Nanterre

Commissaire aux Comptes  
Membre de la compagnie  
régionale de Versailles et du Centre

**BNP Paribas**

Exercice clos le 31 décembre 2025

**Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés**

A l'Assemblée Générale de la société BNP Paribas,

**Opinion**

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes consolidés de la société BNP Paribas relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes consolidés sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine, à la fin de l'exercice, de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au Comité des comptes.

**Fondement de l'opinion****■ Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés » du présent rapport.

## ■ Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

## Justification des appréciations - Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes consolidés pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes consolidés pris isolément.

## ■ Risque de crédit et évaluation des dépréciations et provisions (strates 1, 2 et 3) sur les portefeuilles de prêts à la clientèle

*Se référer aux notes 1.f.5, 1.f.6, 1.p, 2.g, 4.e, 4.f, 4.n et 6.a de l'annexe aux comptes consolidés*

Risque identifié	Notre réponse
<p>BNP Paribas comptabilise des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités.</p> <p>Au 31 décembre 2025, les encours de prêts et créances à la clientèle s'élèvent à 913,3 milliards d'euros et les engagements de financement et de garantie donnés à la clientèle respectivement à 389,8 et 132,9 milliards d'euros. Les dépréciations relatives aux prêts et créances envers la clientèle s'élèvent à 15,9 milliards d'euros et les provisions constituées au titre des engagements donnés à 1,0 milliard d'euros.</p> <p>Dans un contexte d'incertitudes persistantes marquées par les tensions géopolitiques et commerciales, l'évaluation des pertes de crédit attendues pour les portefeuilles de prêts à la clientèle requiert l'exercice d'un jugement accru et la prise en compte d'hypothèses par la direction de BNP Paribas, notamment pour :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ apprécier la dégradation significative du risque de crédit pour classer les encours en strate 1, strate 2 ou strate 3, en particulier sur des critères qui font appel à un jugement d'expert tel que l'identification du défaut ;</li></ul>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de BNP Paribas et testé les contrôles manuels ou informatisés jugés clés relatifs à l'appréciation de la dégradation du risque de crédit et à l'évaluation des pertes de crédit attendues. Nos travaux ont porté plus particulièrement sur les processus suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>▪ Classement des encours par strate : nous avons examiné les modalités d'identification, par les différents métiers, de la dégradation significative du risque de crédit et du défaut ainsi que les traitements comptables qui en découlent ;</li><li>▪ Évaluation des pertes de crédit attendues (sur les encours classés en strates 1, 2 et 3) :<ul style="list-style-type: none"><li>▪ nous avons pris connaissance de la gouvernance mise en place pour encadrer l'évaluation des pertes de crédit attendues pour les encours classés en strates 1, 2 et 3 ;</li></ul></li></ul>

- établir des projections macro-économiques qui sont intégrées à la fois dans les critères de dégradation et dans la mesure des pertes de crédit attendues ;
- estimer le montant des pertes de crédit attendues sur les encours classés en strates 1 et 2. En particulier, ces pertes de crédit attendues intègrent, comme précisé dans la note 2.g de l'annexe aux comptes consolidés, des aspects d'anticipation non capturés par les modèles dans l'approche générique ;
- pour les encours aux entreprises, estimer le montant des pertes de crédit attendues sur les créances classées en strate 3 pour lesquelles l'estimation du recouvrement futur peut reposer sur une pondération de différents scénarios.

La dégradation du risque de crédit, l'identification des encours en défaut et l'évaluation des dépréciations et provisions associées constituent un point clé de l'audit, ces éléments faisant appel au jugement et aux estimations de la direction dans un environnement marqué par les incertitudes décrites ci-dessus.

- pour les pertes de crédit attendues sur les encours classés en strates 1 et 2, nous avons étudié les dispositifs d'approbation et de revue régulière des modèles ainsi que des méthodologies de projections macro-économiques utilisés.

- Nous avons aussi testé les contrôles applicatifs clés relatifs aux déversements des données nécessaires au calcul des pertes de crédit attendues et aux rapprochements avec la comptabilité.

Sur la base d'échantillons, nous avons également, avec des spécialistes en risque de crédit :

- apprécié les hypothèses de projections macro-économiques retenues au 31 décembre 2025 ;
- pour les encours classés en strates 1 et 2, évalué les principaux paramètres retenus pour le calcul des pertes de crédit attendues notamment à partir des conclusions des revues régulières des modèles réalisées par la banque. Nous avons également apprécié les résultats des analyses menées par la banque visant à identifier et quantifier d'éventuels ajustements complémentaires ;
- pour les dépréciations sur les encours de crédit aux entreprises classés en strate 3, apprécié les hypothèses et les données retenues pour l'estimation des dépréciations.

Nous avons également examiné les informations présentées dans l'annexe aux comptes consolidés relatives au risque de crédit et en particulier les informations requises par les normes IFRS 9 et IFRS 7.

## ■ Valorisation des instruments financiers classés en niveaux 2 et 3 dans la hiérarchie de juste valeur

Se référer aux notes 1.f.7, 1.f.10, 1.p, 2.c, 4.a et 4.d de l'annexe aux comptes consolidés

Risque identifié	Notre réponse
<p>Dans le cadre de ses activités de marché, BNP Paribas détient des instruments financiers évalués au bilan à la valeur de marché.</p> <p>Cette valeur de marché est déterminée selon différentes approches, en fonction de la nature et de la complexité des instruments : utilisation de prix cotés directement observables (instruments classés en niveau 1 dans la hiérarchie de juste valeur), recours à des modèles de valorisation fondés sur des paramètres majoritairement observables (instruments classés en niveau 2) ou à des modèles de valorisation reposant majoritairement sur des paramètres non observables (instruments classés en niveau 3).</p> <p>Les instruments financiers de niveaux 2 et 3 représentent 610,5 milliards d'euros à l'actif et 768,7 milliards d'euros au passif du bilan consolidé du groupe au 31 décembre 2025.</p> <p>Les valeurs de marché peuvent intégrer des ajustements de valorisation afin de prendre en compte certains risques spécifiques de modèle, de liquidité ou de crédit de la contrepartie.</p> <p>Pour les instruments classés en niveau 3, les techniques de valorisation retenues par la direction peuvent comporter une part significative de jugement et d'estimation, quant au choix des modèles de valorisation retenus et des paramètres utilisés, dont certains ne sont pas observables sur le marché. Cette situation peut conduire à différer la reconnaissance en résultat de la marge sur les opérations concernées, comme précisé en note 1.f.10 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>En raison de l'importance significative des encours, de la complexité de modélisation dans la détermination de la juste valeur, de la multiplicité des modèles utilisés et du recours au jugement dans l'estimation de la valeur de marché, nous estimons que la valorisation des instruments financiers classés en niveaux 2 et 3 dans la hiérarchie de juste valeur constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons pris connaissance du dispositif de contrôle interne de BNP Paribas relatif à la valorisation des instruments financiers et réalisé des tests, par sondages, sur un échantillon d'instruments financiers classés en niveaux 2 et 3 dans la hiérarchie de juste valeur.</p> <p>Avec des spécialistes en valorisation d'instruments financiers, nos travaux ont notamment consisté à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>prendre connaissance de la gouvernance mise en place par le groupe pour encadrer le dispositif de valorisation des instruments financiers, en particulier les dispositifs d'approbation et de revue régulière par la direction des risques des modèles de valorisation ;</li> <li>examiner le dispositif mis en place par le groupe pour la détermination et le contrôle des ajustements de valorisation ainsi que la détermination des règles d'observabilité des paramètres.</li> </ul> <p>Sur la base d'échantillons, nous avons également :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>analysé la pertinence des hypothèses et des paramètres retenus pour la valorisation ;</li> <li>évalué les résultats et les méthodologies de revue indépendante des paramètres par le groupe ;</li> <li>réalisé des contre-valorisations indépendantes en utilisant nos propres modèles, le cas échéant ;</li> <li>apprécié la reconnaissance différée des marges.</li> </ul> <p>Nous avons également analysé, sur la base d'échantillons, les éventuels écarts entre les valorisations et les appels de collatéral transmis par les contreparties.</p> <p>Nous avons examiné les informations relatives à la valorisation des instruments financiers présentées dans l'annexe aux comptes consolidés, en particulier celles requises par la norme IFRS 13.</p>

## ■ Contrôles généraux informatiques en lien avec la préparation de l'information comptable et financière

Risque identifié	Notre réponse
<p>Les différentes activités exercées par votre groupe présentent une complexité élevée compte tenu de la volumétrie des transactions réalisées et de l'utilisation de nombreux systèmes informatiques interfacés entre eux. La fiabilité des processus de gestion des systèmes d'information ainsi que leur sécurité sont des éléments clés dans la préparation de l'information comptable et financière.</p> <p>Le risque de survenance d'une anomalie significative dans les comptes consolidés qui serait liée à un incident dans les chaînes informatiques peut résulter :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ de droits d'accès inappropriés aux systèmes d'information et de niveaux d'autorisation en fonction des profils de collaborateurs ;</li> <li>▪ de modifications inappropriées du paramétrage des applicatifs ou des données qui leur sont sous-jacentes ;</li> <li>▪ d'une interruption de service ou d'un incident d'exploitation informatique.</li> </ul> <p>L'appréciation des contrôles généraux informatiques concourant à l'élaboration de l'information comptable et financière constitue un point clé de l'audit.</p>	<p>Nous avons identifié les principaux systèmes informatiques qui contribuent à l'élaboration de l'information comptable et financière. Avec nos équipes spécialisées en systèmes d'information, nous avons testé la conception et l'efficacité opérationnelle des contrôles généraux informatiques des applications que nous avons considérées comme clés.</p> <p>Pour ces applications clés, nos travaux ont plus particulièrement porté sur les aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ étude des contrôles relatifs aux droits d'accès, avec une attention particulière portée aux accès privilégiés, y compris les habilitations pour la saisie des écritures manuelles ;</li> <li>▪ analyse de la gestion des changements réalisés au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2025 ;</li> <li>▪ analyse de la gestion de l'exploitation informatique.</li> </ul> <p>En cas d'exceptions identifiées au cours de l'exercice, nous avons réalisé des travaux complémentaires afin d'en évaluer les conséquences éventuelles sur l'information comptable et financière.</p>

## ■ Évaluation des passifs des contrats d'assurance « épargne-retraite »

Se référer aux notes 1.g, 1.p et 5 de l'annexe aux comptes consolidés

Risque identifié	Notre réponse
<p>Au 31 décembre 2025, le groupe a comptabilisé des passifs d'assurance liés à des contrats d'assurance « épargne et retraite » comme présenté dans la note 5 de l'annexe aux comptes consolidés.</p> <p>Le montant des contrats participatifs s'élève à 254,6 milliards d'euros tel que précisé dans la note 5.e.4 de l'annexe aux comptes consolidés. Comme exposé dans la note 1.g.2 de l'annexe aux comptes consolidés, le groupe a apprécié l'éligibilité des groupes de contrats d'assurance aux modèles d'évaluation comptables définis par la norme IFRS 17. Le groupe a ainsi considéré que les passifs relatifs à des contrats d'assurance « épargne et retraite » correspondaient à des contrats d'assurance à participation directe et sont évalués spécifiquement selon le modèle comptable des « honoraires variables ».</p> <p>L'évaluation des passifs d'assurance selon ce modèle comptable comporte la détermination de la meilleure estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie à payer ou à recevoir nécessaires à l'exécution des obligations contractuelles envers les assurés, un ajustement au titre du risque non financier, déterminé selon un niveau de confiance retenu par le groupe, et une marge sur services contractuels représentant le profit non acquis qui sera reconnu au fur et à mesure des services rendus.</p> <p>L'évaluation de ces passifs d'assurance selon la méthode des honoraires variables repose sur des modèles actuariels complexes faisant appel à des données et des hypothèses relatives à des périodes futures notamment la détermination du taux d'actualisation, les lois de comportement des assurés, les décisions futures de gestion, ou la définition des hypothèses de rendement des actifs financiers dit monde réel, utilisées pour le relâchement en résultat de la marge sur services contractuels. Les évolutions et mises à jour de ces paramètres sont de nature à affecter de manière sensible le montant des passifs d'assurance du périmètre Vie/Epargne.</p>	<p>Avec nos équipes spécialisées en modélisation actuarielle et en systèmes d'information, nous avons réalisé notamment les procédures d'audit suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Apprécier l'éligibilité des contrats d'assurance « épargne et retraite » au modèle d'évaluation comptable des « honoraires variables » et apprécier l'application par la direction de ces méthodes d'évaluation aux contrats d'assurance « épargne et retraite » en conformité avec les dispositions de la norme IFRS 17 ;</li> <li>▪ Prendre connaissance des processus et des méthodologies définis par la direction du groupe permettant de déterminer, selon les principes de la norme IFRS 17, la meilleure estimation de la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs nécessaires à l'exécution des obligations contractuelles envers les assurés de contrats d'assurance « épargne et retraite » ;</li> <li>▪ Réaliser des tests de procédure sur l'environnement de contrôle interne des systèmes d'information intervenant dans le traitement des données, lors de la détermination des estimations et dans les calculs actuariels concernant l'évaluation des engagements relatifs aux contrats d'assurance « épargne et retraite » ;</li> <li>▪ Apprécier et tester les contrôles clés mis en place par la direction. Dans ce cadre, nous avons en particulier évalué les dispositifs de contrôle relatifs aux méthodologies, aux jugements et aux hypothèses clés formulés par la direction, ainsi que ceux portant sur la gouvernance et sur les contrôles relatifs aux processus et à la validation des modèles actuariels de projection des flux de trésorerie futurs actualisés appliqués aux engagements des contrats d'assurance « épargne et retraite ». Nous avons notamment apprécié les éventuels changements d'hypothèses, de paramètres ou de modélisation des processus actuariels intervenant dans l'évaluation des flux de trésorerie futurs ; ainsi que leur intégration dans les outils actuariels ;</li> </ul>

En raison de l'horizon long terme des engagements relatifs aux contrats d'assurance « épargne et retraite », de leur sensibilité importante à l'environnement économique et financier, pouvant influencer le comportement des assurés et du caractère significatif du jugement de la direction dans le choix des données et des hypothèses ainsi que le recours à des techniques complexes de modélisation des engagements pour refléter la situation future estimée la plus probable, nous avons considéré l'évaluation des provisions techniques des contrats d'assurance épargne et retraite comme un point clé de l'audit.

- Tester, par sondages, les principales méthodologies, les hypothèses et les paramètres actuariels clés retenus dans la détermination des estimations des flux de trésorerie futurs actualisés, de l'ajustement au titre des risques non financiers et de la marge sur services contractuels. Nous avons apprécié, par sondages, le caractère raisonnable de ces estimations ;
- Tester, par sondages, la fiabilité des données sous-jacentes utilisées dans les modèles de projection et les calculs de la meilleure estimation des flux de trésorerie futurs actualisés ;
- Réaliser un calcul indépendant de la meilleure estimation des flux de trésorerie sur une base d'échantillons de passifs d'assurance liés à des contrats « épargne et retraite » ;
- Réaliser des procédures analytiques sur les évolutions afin d'identifier, le cas échéant, toute variation incohérente ou inattendue significative ;
- Apprécier le caractère approprié de l'information communiquée dans les notes afférentes de l'annexe aux comptes consolidés.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires des informations relatives au groupe, données dans le rapport de gestion du conseil d'administration.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

## Autres vérifications ou informations prévues par les textes légaux et réglementaires

### ■ Format de présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel

Nous avons également procédé, conformément à la norme d'exercice professionnel sur les diligences du commissaire aux comptes relatives aux comptes annuels et consolidés présentés selon le format d'information électronique unique européen, à la vérification du respect de ce format défini par le règlement européen délégué n° 2019/815 du 17 décembre 2018 dans la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel mentionné au I de l'article L. 451-1-2 du Code monétaire et financier, établis sous la responsabilité du Directeur Général. S'agissant de comptes consolidés, nos diligences comprennent la vérification de la conformité du balisage de ces comptes au format défini par le règlement précité.



Sur la base de nos travaux, nous concluons que la présentation des comptes consolidés inclus dans le rapport financier annuel respecte, dans tous ses aspects significatifs, le format d'information électronique unique européen.

## ■ Désignation des commissaires aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société BNP Paribas par votre assemblée générale du 23 mai 2006 pour le cabinet DELOITTE & ASSOCIES et du 14 mai 2024 pour le cabinet ERNST & YOUNG et Autres.

Au 31 décembre 2025, le cabinet DELOITTE & ASSOCIES était dans la vingtième année de sa mission sans interruption et le cabinet ERNST & YOUNG et Autres dans la deuxième année.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes consolidés

Il appartient à la direction d'établir des comptes consolidés présentant une image fidèle conformément au référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes consolidés, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au Comité des comptes de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration.

## Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes consolidés

### ■ Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes consolidés. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ▶ il identifie et évalue les risques que les comptes consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ▶ il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes consolidés ;
- ▶ il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ▶ il apprécie la présentation d'ensemble des comptes consolidés et évalue si les comptes consolidés reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle ;
- ▶ concernant l'information financière des personnes ou entités comprises dans le périmètre de consolidation, il collecte des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour exprimer une opinion sur les comptes consolidés. Il est responsable de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit des comptes consolidés ainsi que de l'opinion exprimée sur ces comptes.

## ■ Rapport au Comité des comptes

Nous remettons au Comité des comptes un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en œuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au Comité des comptes figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes consolidés de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au Comité des comptes la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537/2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 821-27 à L. 821-34 du Code de commerce et dans le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le Comité des comptes des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Paris-La Défense, le 19 mars 2026

Les Commissaires aux Comptes

DELOITTE & ASSOCIES

ERNST & YOUNG et Autres

A blue checkmark icon followed by a handwritten signature in blue ink.

Damien Leurent

A blue checkmark icon followed by a handwritten signature in blue ink.

Jean-Vincent Coustel

A blue checkmark icon followed by a handwritten signature in blue ink.

Olivier Drion